

Interview de Jo Briant du CIIP



Centre d'informations
inter-peuples depuis 1980

Les Renseignements Généreux
Interviews grenobloises
#2

Retranscription de l'interview de Jo Briant du Centre d'informations inter-peuples

* * *

octobre 2008 - *Les Renseignements Généreux*

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Bonjour, je suis Jo Briant, ancien professeur de philosophie, à présent retraité et animateur du *Centre d'Informations Inter-Peuples*. Je milite depuis 50 ans pour de multiples causes, et je continue tant que la santé me le permet. Je pense que c'est très important de participer à des luttes pour un autre monde, et Dieu sait qu'il a besoin d'être changé.

Qu'est-ce que le *Centre d'Informations Inter-Peuples* ?

Le CIIP existe depuis 1980. C'est une association interculturelle de solidarité internationale. Association interculturelle, parce que nous militons pour une société de métissage et d'échanges. Nous nous efforçons de mieux faire connaître les réalités historiques, culturelles, économiques et politiques des pays et des peuples d'Afrique, d'Asie, des Amériques et de l'Europe de l'Est. Association de solidarité internationale, parce que nous voulons un monde moins inégal, moins violent, avec moins d'exploitation, moins de discrimination, et plus de solidarité. Ce sont des objectifs très vastes.

Quelle est la différence entre une association de solidarité internationale et une association humanitaire ?

Nous refusons de nous définir comme humanitaires. Nous ne voulons pas seulement panser des plaies dans l'urgence. Nous voulons nous attaquer aux causes plutôt qu'aux effets de l'inégalité Nord-Sud, de la malnutrition, du non accès à la santé, à l'éducation, à l'eau. Ces causes sont structurelles. Elles sont liées au

développement capitaliste, fondé sur la recherche du profit maximum, l'exploitation sans limite des ressources naturelles. Elles sont liées aux modes de vie occidentaux, basés sur la surconsommation, le gaspillage, la domination des pays du Sud. Il faut avant tout agir ici, en France et à Grenoble, parce que c'est ici, dans les pays du Nord, que sont concentrés les pouvoirs de décision économique, politique, financière.

Comment est né le CIIP ?

L'idée initiale du CIIP, c'est la convergence des luttes. Entre 1970 et 1980, il existait beaucoup de luttes à Grenoble, portées par de nombreux comités : le comité Français-Immigrés ; le comité de soutien aux exilés politiques chiliens et argentins, arrivés à Grenoble après les coups d'État du 11 septembre 1973 au Chili, et du 24 mars 1976 en Argentine ; le comité contre la coupe du Monde de football de 1978 en Argentine ; des comités de défense des droits de l'Homme par rapport à la situation en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Palestine, en Afrique du Sud, etc. Nous avons pensé qu'il manquait un lieu global d'information et de solidarité internationale qui permette de dépasser la juxtaposition et l'émiettement de ces différents comités. Nous voulions créer du lien entre les luttes, apprendre à travailler ensemble tout en respectant les spécificités de chacun.

Et comment avez-vous commencé ?

Nous avons commencé en 1977 par la création d'un Intercomité contre la répression. Je me souviens d'un grand meeting rassemblant 500 personnes au stade de glace, avec une brochure très diffusée à l'époque, intitulée *Douze peuples contre la répression*. La création du CIIP, en 1980, a été l'aboutissement de cette dynamique. Nous voulions créer une sorte de caisse de résonance, une articulation entre toutes les luttes, pour une plus grande visibilité à Grenoble.

Combien étiez-vous, au début ?

Au départ, nous étions une douzaine. C'était un regroupement de militants très actifs dans des comités. Tout en continuant à lutter dans leur champ spécifique, ils se sont investis dans le CIIP. De mon côté, j'étais convaincu de la nécessité capitale d'un lieu global d'informations et de coordination des luttes à Grenoble. Je me suis investi à fond dans le CIIP.

Quelles ont été les premières actions du CIIP ?

En 1981, nous avons organisé un mois de festival sur l'Afrique, avec l'association des travailleurs sénégalais de Grenoble, et d'autres africains. Nous avons sorti un livre, *L'Afrique sous les masques*, qui a connu un certain succès. En 1982, nous avons publié un recueil de poésie de 5 continents, avec 120 poèmes du monde entier. Nous l'avons diffusé à 800 exemplaires sur Grenoble. Nous avons également mis en place, petit à petit, un centre de documentation sur la solidarité internationale, comprenant de nombreux livres, revues, films et documentaires sur les pays et peuples de tous les continents.

Et maintenant, que fait le CIIP ?

Nous sommes principalement investis dans des collectifs de luttes. On fait peu de choses seuls. Nous participons aux actions du Comité isérois contre la guerre, du CADTM, de la Coordination iséroise de soutien aux sans-papiers, du Collectif de soutien aux réfugiés algériens, du Collectif isérois pour la Palestine. Nous organisons également des conférences et des débats avec l'association Survie Isère, le Comité Norbert Zongo, etc. Notre volonté, c'est la synergie inter-associative. Il existe beaucoup d'associations à Grenoble. Mais elles ont souvent peu de liens entre elles. Tout cela produit une sorte de "surproduction militante", assez peu visible pour le "public". Nous avons intérêt à travailler ensemble.

Et le centre de documentation ?

Il accueille environ 500 visiteurs chaque année, dont une majorité de jeunes, à la recherche d'outils d'analyse et d'informations. Nous sommes convaincus du lien entre l'information et la solidarité. Plus on connaît réellement l'histoire, la situation politique, sociale et économique des populations du monde, plus on développe un état d'esprit et des pratiques de solidarité. Nous éditons également *Inter-peuples*, un petit journal mensuel, diffusé à 500 exemplaires, dont 300 abonnés. Ce journal d'une vingtaine de pages s'efforce de lier le local au global, d'informer sur les actions militantes, de publier des témoignages, des récits de voyage, de présenter des pays, des poèmes de tous les continents. Enfin, nous intervenons dans les milieux scolaires et universitaires.

Quel est le profil des personnes abonnées au journal du CIIP ?

C'est difficile de répondre, on ne connaît pas toujours très bien nos lecteurs. Des jeunes, des enseignants, des militants associatifs, des travailleurs sociaux...

J'imagine que beaucoup de jeunes viennent au CIIP pour s'informer sur l'humanitaire. Comment réagissez-vous ?

Effectivement, beaucoup de jeunes viennent au CIIP parce qu'ils veulent faire de l'humanitaire, ou voyager. Ils nous demandent des adresses, des contacts. Ça montre le malaise de notre société, conscience que quelque chose ne va pas entre le Nord et le Sud. Nous essayons de les accompagner dans une réflexion plus large sur les causes structurelles des inégalités entre les pays et les peuples.

Combien avez-vous d'adhérents ?

290 environ. Et nous avons un Conseil d'Administration de 14 personnes.

Comment êtes-vous financés ?

Pour l'essentiel, nous nous autofinçons grâce aux adhésions et à la vente de documents produits par le CIIP. Nous touchons également une subvention de la ville de Grenoble. Je trouve cela justifié car nous agissons pour le bien public des grenoblois, et il me semble normal que la mairie reconnaisse notre travail. Mais la condition sine qua none de cette subvention, c'est notre indépendance, notre liberté de parole. Notre subvention a été supprimée pendant 5 ans, quand le maire de Grenoble était Alain Carignon.

Peux-tu me donner des exemples de votre liberté de parole ?

Nous rédigeons régulièrement des lettres ouvertes aux élus, nous lançons des pétitions, parfois des rassemblements de protestation. Par exemple, nous critiquons vivement la Maison de l'International créée l'année dernière par la ville de Grenoble. C'est un projet de prestige, trop loin de la solidarité internationale. Nous critiquons également la politique de coopération décentralisée entre la Ville de Grenoble et le Burkina Faso, la Tunisie, l'Algérie, dont la forme est incompatible avec le respect des libertés et des peuples. Nous ne sommes pas contre toute forme de coopération, bien sûr, mais il faut qu'elle soit centrée sur la société civile et articulée avec le tissu associatif grenoblois.

Vous vous êtes également opposés au changement de l'intitulé de la semaine contre le racisme...

Nous avons toujours participé à la semaine contre le racisme, en mars de chaque année. Mais depuis 2006, le maire de Grenoble, sous la pression de la communauté juive, a décidé de l'appeler "semaine contre le racisme et l'antisémitisme". Nous n'acceptons pas cet intitulé. D'abord pour une raison de principe : le racisme est un concept générique qui englobe aussi bien le racisme anti-juif que le racisme anti-arabe ou le racisme anti-noir ou anti-rom... Ensuite parce qu'il faut tout faire pour éviter toute "concurrence" des victimes du racisme et tout communautarisme. Pour marquer notre désaccord, nous avons organisé une marché intitulée "Grenoble contre tous les racismes", nous étions 500 personnes. Nous avons également écrit plusieurs lettres ouvertes à la mairie.

Quels ont été les représailles de la part de la mairie ?

Michel Destot¹ nous a envoyé des lettres incendiaires, mais ça n'est pas allé plus loin. De toute façon, nous continuerons à nous exprimer. Nous ne sommes pas apolitiques, nous sommes une association politique, qui s'efforce de faire une analyse du monde et de ses enjeux. Dans le monde actuel, nous avons le devoir de nous positionner, la neutralité n'existe pas.

Quels sont les obstacles auxquels vous vous heurtez ?

Le CIIP a des difficultés à se renouveler, à se rajeunir. Même si nous avons plusieurs jeunes dans notre Conseil d'Administration, la plupart des militants du CIIP dépassent les 55 ans. Nous avons une bonne proportion d'adhérents et de visiteurs jeunes, mais peu s'intègrent et s'investissent dans notre association. Autre réalité, mais qui n'est pas un obstacle : depuis 1996-1997, nous constatons l'émergence de nouvelles associations sur des thèmes que nous prenions en charge auparavant, par exemple sur le droit des étrangers, ou encore la Francafrique. Du coup, pour ne pas faire doublon, nous recentrons nos objectifs.

Quels sont tes plus beaux souvenirs du CIIP ?

En 1982, nous avons organisé un Festival des peuples du Maghreb, avec des débats, des rencontres avec des artistes, des écrivains, des expositions, des concerts. Ce Festival s'est conclu par une grande Fête au Quartier Mistral, rassemblant plus de 500 personnes. C'était formidable de fraternité, d'enthousiasme, de métissage ! Nous avons également organisé des Festivals sur le Brésil, le Chili, le Sénégal, et bien d'autres pays, autant de moments très forts, avec des analyses politiques et des moments artistiques de toute beauté. Je me souviens également du Congrès de fondation de Solidarnosc², en 1981 : nous étions deux militants du CIIP à faire le déplacement. À notre retour, nous avons organisé une soirée d'information à la Maison des Associations, rassemblant plusieurs centaines de personnes. Les débats étaient passionnés. Ce n'était pas si évident, à

1 Le maire de Grenoble depuis 1995.

2 Fédération de syndicats polonais, dirigée à l'origine par Lech Wałęsa.

l'époque, de critiquer l'URSS, les régimes dits communistes. On nous accusait de faire le jeu de l'impérialisme. Nous avions la CGT et le PC contre nous, même si ces organisations étaient traversées, à la base, par des débats internes et des contradictions. Autre moment fort, en 1983, le passage à Grenoble de la grande marche des beurs entre Marseille et Paris.

Une marche organisée par SOS racisme ?

Non, c'était un collectif pour l'égalité et contre le racisme. SOS racisme n'existait pas encore à ce moment-là. Pour bien comprendre la portée de cette marche, il faut essayer d'imaginer les conditions incroyablement précaires et indignes dans lesquelles vivaient les travailleurs immigrés, surtout algériens, dans les années 70-80. Beaucoup d'entre eux, qui travaillaient sur des chantiers de construction, passaient leurs nuits dans des baraquements sans chauffage, d'autres vivaient dans les fameux foyers SONACOTRA, avec un règlement intérieur liberticide. Les attentats et les meurtres racistes n'étaient pas rares. En juin 1983, dans le quartier des Minguettes de la banlieue lyonnaise, un jeune maghrébin issu de l'immigration, Toumi Djaidja, est tiré comme un lapin par les policiers et gravement blessé. En réaction, les jeunes des Minguettes ont lancé l'idée d'une grande marche pour l'égalité. Elle est passée à Grenoble le 31 octobre 1983. Je m'en souviens bien, c'était une émotion fantastique. Nous avons déambulé dans le centre-ville avec les cris et les bravo des habitants, puis ce fut la rencontre avec les jeunes de la Villeneuve, un grand moment. À l'arrivée à Paris, nous étions plus de 500 000 personnes. Je raconte tout cela dans le livre que j'ai écrit l'année dernière³.

Voilà 50 ans que tu milites à Grenoble. Quelles sont les évolutions politiques marquantes, au niveau local ?

À la fin des années 60, et jusqu'au milieu des années 70, la ville et le campus était en ébullition. Nous étions portés par la situation nationale et internationale, mai 68, Allende au Chili, la lutte du Larzac, les Lip, les luttes féministes, ça bouillonnait. Tout cela a commencé à retomber dès la fin des années 70. Entre 1985 et 1990,

3 *Mes luttes, nos luttes*, Jo Briant, La pensée sauvage, 2007.

c'était une période de grand creux militant, la "génération bof". Au Conseil d'Administration du CIIP, on n'était plus que quatre ou cinq. Aux stands sur le campus, c'était dur, la vie militante était réduite, ça n'intéressait pas grand monde. Puis, vers 1992, on a commencé à voir émerger de nouvelles associations dynamiques, comme Survie, le CADTM, le Collectif isérois pour la Palestine. Les jeunes se lançaient de nouveau dans la politique. Aujourd'hui, quand je vois la création du Réseau Universités Sans Frontière sur le campus par exemple, je me réjouis.

Comment faisais-tu pour garder le moral dans le "désert militant" des années 80 ?

J'ai toujours été convaincu qu'il n'y a pas de fatalité dans l'histoire. Donc il ne faut jamais renoncer. C'est sûr, ceci dit, que c'était plus dur de militer dans les années 80. Mais on avait beaucoup de liens avec des africains, des latinos-américains, des maghrébins, ils nous transmettaient leur dynamisme, leur vitalité.

Dans les années 80, tu as vu beaucoup de camarades abandonner le militantisme. Comment vivais-tu cela ?

C'était peu réjouissant, mais c'est la vie. Après 1968, beaucoup de militants se sont progressivement intégrés dans le système, ont accédé à des postes à responsabilités... D'autres se sont recentrés sur leurs vies personnelles, leur métier, leur famille, leurs loisirs. Mais quelques-uns ont continué. Entre 1970 et 1980 se sont créés de nombreux comités contre les dictatures d'Amérique latine, ou contre les "marchands de sommeil" des taudis de la rue Saint Jacques, à Grenoble.

Avais-tu des liens avec la Gauche Prolétarienne⁴, à Grenoble ?

Oui, j'étais en contact. J'ai notamment témoigné pour la Gauche Prolétarienne dans un procès en 1971. Les accusés avaient délivré de force les travailleurs immigrés du foyer de la rue du Progrès, à Seyssinet. À l'époque, les foyers d'immigrés étaient tenus par des

4 Organisation maoïste des années 70.

anciens flics ou des militaires. C'était un régime de fer, liberticide, des sortes de prisons. La GP avait investi les lieux et empêché le directeur d'appliquer ses lois de fer. Je faisais à l'époque partie d'un comité de soutien aux travailleurs immigrés, et la GP m'avait demandé d'être témoin au procès où ils étaient accusés de violence et d'intrusion illégale. Au procès, j'avais expliqué que même si je n'étais pas à la GP, je comprenais cette action, et que leur combat était juste.

Et le MLAC⁵ ?

Bien sûr. De 1959 à 1961, j'ai eu comme professeur de philosophie Georges Pascal, qui nous parlait de la lutte pour la liberté des femmes à disposer de leurs corps. Il était engagé, avec des docteurs comme Henri Fabre ou Annie Ferrey Martin, pour la création d'un « Centre français de Maternité heureuse », ouvert effectivement en 1961 place de l'étoile, à Grenoble. C'était en même temps l'ouverture du premier centre de Planning familial en France ! Je me souviens des luttes pour la libération de l'avortement, l'association *Choisir*, le procès du docteur Annie Ferrey Martin pour avortement, les slogans "Un enfant si je veux quand je veux", la lutte contre les discriminations de tout genre faites aux femmes... C'était une lutte fondamentale ! C'est d'ailleurs toujours une lutte fondamentale, la discrimination salariale est toujours bien présente, comme les mentalités machistes, la violence conjuguale, le conditionnement éducatif, le sexisme publicitaire...

Tu savais qu'il existait des zones d'avortement illégales à Grenoble ?

Bien sûr, dès les années 60 j'étais au courant. Grenoble était une ville pionnière en ce domaine, avec la pratique de la méthode Karman⁶.

5 Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception, dans les années 70.

6 Méthode d'avortement simple permettant, après formation et en respectant des conditions de sécurité, d'être pratiquée sans l'aide d'un médecin.

Pendant toute cette période, tu étais professeur de philosophie. Comment ça se passait ?

J'ai longtemps été professeur au lycée Louise Michel de Grenoble. J'essayais de faire une pédagogie interactive, très liée à l'extérieur. Par exemple, si j'apprenais que des tunisiens faisaient une grève de la faim, j'emmenai mes élèves les rencontrer. Je faisais discrètement venir dans ma classe, sans autorisation du chef d'établissement avec qui j'étais souvent en conflit, des objecteurs de conscience, des militants des droits de l'homme. J'essayais de soutenir les luttes étudiantes. J'étais souvent en bagarre avec les chefs d'établissement ou les inspecteurs de l'éducation nationale... Je participais au « Groupe Action École », rassemblant une soixantaine d'enseignants, de parents d'élèves et de lycéens. C'était un groupe de réflexion et d'action de remise en cause de l'école. En 1972, nous avons lancé une vaste enquête pour étudier l'inégalité scolaire, en étudiant le profil de 7300 lycéens grenoblois. Résultat : dans les lycées classiques, il n'y avait que 10% de fils d'ouvriers, contre plus de 50% dans les Collège d'Enseignements Technique. Cela confirmait, au niveau local, les études de Pierre Bourdieu et Passeron sur l'école et son rôle de reproduction des inégalités sociales et économiques.

Après 50 ans de militantisme, qu'est-ce qui te pèse ? Qu'est-ce qui te porte ?

Avec le recul, je constate que le monde, malgré toutes nos luttes, ne s'améliore pas. 30 000 enfants meurent toujours de faim chaque jour. Un homme sur deux vit dans des conditions de grande précarité. Il n'y a pas de changement positif au niveau global. C'est pesant et décourageant quand même, ce sentiment d'impuissance ! Ce qui me redonne de l'énergie, c'est la communauté militante, la fraternité entre amis. On se soutient, on se porte mutuellement. Je me sens porté par une histoire des luttes. Et puis, certaines choses parfois avancent. Je pense notamment au comité anti-apartheid, en 1994. Je pense aux comité de soutien aux paysans du Larzac, en 1981. J'ai vécu quelques victoires, quelques évolutions positives. De toute façon, nous avons le devoir de lutter, et il n'y a pas de fatalité dans l'histoire. Les opprimés finissent toujours par se révolter.

Mais tu n'as aucune critique sur le milieu militant grenoblois ?

Si. Ce qui me pèse, ce sont les luttes de chapelle, l'esprit de division qui règne trop souvent dans nos milieux militants, alors qu'au contraire nous devrions rassembler nos forces. Je trouve aussi que nous fonctionnons trop en circuit fermé. Nous devons aller davantage dans la rue, rencontrer la population. Il y a toute une pédagogie politique à réinventer. Nous ne pouvons pas nous contenter de conférences dans des lieux clos, il faut aller rencontrer les gens, dans les écoles notamment. Je déplore la coupure entre les "hyper-militants" et la population.

Quelles sont les relations entre le CIIP et les partis politiques grenoblois ?

Nous les interpellons régulièrement pour qu'ils apportent leur soutien aux luttes des personnes sans papiers et aux initiatives des comités de soutien. Mais la solidarité internationale, c'est le parent pauvre de la politique, les partis ne s'y intéressent généralement pas. À Grenoble, l'ADES⁷ signe cependant souvent ce qu'on écrit, Go-citoyenneté est davantage sur la réserve, le PC est assez réceptif, les Verts sont plus centrés sur l'écologie...

Que pense-tu de la politique de la mairie dite socialiste ?

En 1995, quand Michel Destot a remplacé Alain Carignon, on espérait des changements significatifs, en particulier dans le domaine de la solidarité internationale. Il y en a eu quelques uns, par exemple le lancement de la campagne contre le racisme, ou encore la semaine de la solidarité internationale. Mais au final, nous sommes assez déçus, car il y a peu de discussions avec les associations pour définir ensemble des objectifs et des modalités de la coopération décentralisée. Michel Destot s'est surtout contenté de prolonger l'existant. De manière générale, la politique de solidarité internationale est décevante, le lien avec les populations issues de l'immigration est faible. Il n'y a pas eu vraiment de rupture avec la droite de ce point de vue là.

7 L'un des partis écologistes grenoblois, comme Go-Citoyenneté.

Quel regard porte-tu sur la politique de la mairie vis-à-vis des personnes sans-papiers ?

Par rapport à d'autres villes, Grenoble est "moins pire". Le CCAS finance une partie des hébergements d'urgence en hôtel et en foyers. Mais les problèmes restent nombreux. La situation des personnes sans-papiers est de pire en pire, c'est indigne, intolérable. Par exemple en 2001, nous avons occupé un immeuble rue de New York, dans le quartier Saint Bruno, pour protester contre le fait que des personnes sans-papiers dorment dehors. Puis nous avons organisé une « marche de la colère ». Suite à ces actions, 80 personnes sans-papiers ont été logées dans les locaux de l'anneau de vitesse. Mais il n'y avait pas de suivi, les conditions étaient déplorables, bref c'était dur pour eux. Nous réclamons depuis de nombreuses années un centre d'hébergement éclaté, c'est-à-dire un ensemble de lieux et de maisons d'accueil, couplé à un accompagnement social.

Tu as été candidat à la mairie de Grenoble, non ?

Oui, en 1986 ou 1987, je faisais partie d'une « liste multi-ethnique » aux municipales. En 1992, j'ai également été candidat aux élections cantonales du canton 6 en tant qu'« Alternatifs rouge et verte ». On avait fait 17%, ce qui était un très bon score pour un parti inconnu.

Tu crois aux changements sociaux par les partis politique et l'État ?

Je me méfie des partis et de leur pouvoir centralisateur. Concernant le rôle de l'État, je me pose toujours beaucoup de questions. Même si je suis pour la démocratie directe et l'autogestion, je ne sais que penser du mot d'ordre des anarchistes "À bas l'Etat"... Une société peut-elle se passer d'un État ? Je ne suis pas au clair sur cette question. Je suis membre du parti « les Alternatifs », c'est un petit parti proche d'un fonctionnement associatif. J'étais aussi syndiqué en tant que professeur. Mais ça n'a jamais été mon engagement principal. Je suis davantage impliqué dans le monde associatif.

Tu as récemment soutenu une candidate verte aux élections cantonales...

Oui, j'ai soutenu Christine Garnier. Après avoir hésité, je l'ai finalement soutenu, parce qu'elle fait partie des rares élus engagé par rapport aux personnes sans-papiers.

Le CIIP est-il anticapitaliste ?

Oui, dans le sens où le capitalisme, cette appropriation des richesses par une minorité possédante, est antinomique avec le monde que nous souhaitons. C'est un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, je ne vois pas comment on peut militer dans la solidarité internationale et se dire capitaliste.

Quel regard porte-tu sur certaines luttes radicales grenobloises, comme les luttes contre Minatec⁸, la création d'Indymedia, la mouvance libertaire grenobloise ?

Je suis très attentif à ces luttes. Au CIIP, nous sommes cependant une équipe, certains sont plus radicaux que d'autres, ce n'est pas toujours simple. Personnellement, j'ai manifesté contre Minatec, je lis les travaux de Pièces et Main d'Oeuvre⁹, je prends position contre les nouvelles technologies liberticides. J'essaye également de soutenir les occupations de maisons comme les 400 Couverts¹⁰ en leur temps.

Que réponds-tu à ceux qui disent que la solidarité internationale, c'est de la militance de bonne conscience, c'est parler de choses lointaines sans remettre en cause ce qui se passe ici, autour de nous ?

Il ne faut jamais opposer le proche et le lointain. Très souvent, ceux qui s'engagent le plus au niveau de luttes internationales sont ceux

8 Pôle européen de recherches industrielles (et militaires) en nanotechnologies, à Grenoble.

9 Activistes grenoblois, www.piecesetmaindoeuvre.com

10 Un squat grenoblois avec four à pain, salle de spectacle, atelier-vélo, zone de gratuité, occupé en 2001 et expulsé en 2005.

qui s'engagent le plus dans leur quartier. Il nous faut une grille d'analyse globale pour lutter efficacement au niveau local.

Quel est, selon toi, le moteur du changement social chez une personne ? Qu'est-ce qui fait qu'une personne devient militante ?

Mon parcours m'incite à penser que ce sont les rencontres qui sont déterminantes. Je suis né dans une famille catholique traditionnelle. Jusqu'à 17-18 ans, la politique ne m'intéressait pas beaucoup. J'étais passionné de football, j'ai été champion de France universitaire. Un moment, j'ai été tenté par des idées d'extrême-droite, j'ai même participé aux Amitiés napoléoniennes... Puis je suis arrivé à Grenoble, pour faire des études de philosophie, et suite à une série de rencontres j'ai commencé à changer. J'ai commencé à lire Emmanuel Mounier. J'ai rencontré des étudiants algériens qui m'ont raconté la lutte de leur peuple contre l'occupation coloniale, les tortures perpétrées par l'Armée française. Ça m'a bouleversé. En quelques mois, je me suis engagé à fond dans la lutte, j'ai dénoncé la torture en Algérie avec l'ADNA, l'association dauphinoise nord-africaine, proche du FLN. Pour changer d'opinion et de vie, les rencontres sont déterminantes. Je pense qu'en ce moment, beaucoup de personnes prennent conscience de la nécessité de lutter à travers les expulsions de personnes sans-papiers. C'est l'enfant qui apprend à ses parents qu'un de ses copains se fait expulser. C'est le passant témoin d'une arrestation musclée. Des personnes sans aucune conscience politique se mobilisent. Espérons que nous serons de plus en plus nombreux.

**Interview de Jo Briant,
cofondateur du *Centre d'informations
inter-peuples*, association de solidarité
internationale et grenobloise depuis 1980**

LE CIIP

Maison des Associations
6 bis, rue Berthe de Boissieux

04 76 87 59 79
ciip@wanadoo.fr
www.ciip.fr

**Retrouvez cette brochure et bien d'autres sur
www.les-renseignements-generaux.org**